

FN-PS-UMP : contre l'intérêt général, pour l'intérêt patronal

6 juin 2014



Alain VIDAL

1789 : avec la gauche, de la monarchie absolue à la bourgeoisie absolue

De la vente des biens nationaux par les députés de gauche, au profit de la grande bourgeoisie en 1789, aux dizaines de milliards offerts au grand patronat par François Hollande... De la loi Le Chapelier de 1791 (livrant pieds et poings liés les travailleurs aux appétits de la bourgeoisie) à la destruction de la protection sociale par François Hollande, la gauche est omniprésente.

Dès 1789, à l'assemblée nationale, les députés de la noblesse et du clergé siègent à droite de la tribune, ceux du tiers-état sont assis à gauche, ainsi naissent les concepts de droite et de gauche. Censée représenter le peuple, la quasi-totalité des députés de gauche est composée de bourgeois, de propriétaires fonciers, de collecteurs d'impôts, d'avocats, de procureurs, de magistrats (quelques paysans seulement, mais pas un ouvrier).

Un écrivain idolâtré par la gauche et grand massacreur d'ouvriers affamés

Le 24 juin 1848, un député de la deuxième République, à la tête d'un bataillon de la garde mobile, attaque trois barricades tenues par des ouvriers de la rue Saint-Louis à Paris.

Quatre jours auparavant, ce même homme a fait voter par l'Assemblée nationale, la fermeture des ateliers nationaux, au motif que les salaires des ouvriers étaient trop élevés. Réduits au chômage et sans ressources, 50 000 parisiens affamés se révoltent. L'homme dont il est question, touche depuis l'âge de 24 ans, à titre honorifique et sans aucune obligation de travail, une pension mensuelle équivalant à 6600 euros.

Cet homme, c'est Victor Hugo, l'un des 60 commissaires nommés par le gouvernement républicain pour organiser la répression anti-ouvrière. Furieux contre l'écrivain, des insurgés envahirent sa maison pour tenter d'y mettre le feu. Depuis des mois déjà, les « représentants du peuple » vivent dans la peur de voir les ouvriers parvenir à s'organiser en coopérative pour vivre, sans patrons, des fruits de leur travail... La République sera sauvée, mais l'espoir démocratique d'émancipation populaire tué dans l'œuf : 5000 morts sur les barricades, 1500 fusillés sans jugement, 25000 arrestations, 11000 emprisonnés ou déportés en Algérie.

En 1885, Victor Hugo au premier rang, suivra, le cercueil de Thiers, le bourreau de la Commune de 1871. Allié à Jules Ferry, Thiers était lui aussi un grand républicain dont Clémenceau disait : « Thiers, le type même du bourgeois cruel et borné qui s'enfonce sans broncher dans le sang ». Démagogiquement, Victor Hugo eut l'art d'apparaître proche du peuple en décrivant la misère mais sans jamais en expliquer la cause première et encore moins la combattre.

Avec Hugo, on tombe de haut (1).

Les grandes invasions coloniales : une idée de la gauche

Victor Hugo est aux côtés de Jules Ferry pour une école de l'éducation au racisme d'État dans le conditionnement des consciences à l'esprit du colonialisme. Une école légitimant moralement l'esclavage restauré par les

parlementaires sur proposition de... Jules Ferry en 1881 : c'est le Code de l'Indigénat pour 70 millions de Français, sujets indigènes de la République... Victor Hugo adhère avec enthousiasme au grand projet de domestication populaire voulu par la grande bourgeoisie, il écrit :

« L'Afrique n'a pas d'histoire. Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. [...] Au dix-neuvième siècle, le Blanc a fait du Noir un homme ; au vingtième siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde. »

Déjà les deux peuples colonisateurs, qui sont deux grands peuples libres, la France et l'Angleterre, ont saisi l'Afrique. Versez votre trop-plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires.

Faites des routes, faites des ports, faites des villes ; croissez, cultivez, colonisez, multipliez. »

Les formidables profits réalisés aux dépens des colonisés permettront au patronat de satisfaire un certain nombre de revendications ouvrières réformistes. Les idées monarchistes reculant, la droite rejoindra le terrain de la gauche aux côtés de la grande bourgeoisie, au nom de la grandeur de la république impériale. Une nouvelle Commune sera évitée par l'enrôlement forcé des plus irréductibles dans la colonisation, la question sociale sera momentanément réglée par la canalisation, vers l'aventure coloniale, des énergies contestataires. Au grand désespoir de Louise Michel, nombre d'anciens révolutionnaires se transformeront en propriétaires de la force de travail des indigènes, ce qu'appelait de ses vœux Victor Hugo...

La gauche parlementaire colonise le mouvement ouvrier

En 1791, la loi Le Chapelier proscriit toute organisation ouvrière ainsi que les grèves. Interdiction des entreprises solidaires non lucratives comme les mutuelles : la bourgeoisie républicaine, pourchasse inlassablement toute activité qui ne lui rapporterait pas un profit. Le Chapelier représente le modèle même de la gauche radicale qui se bat pour la république.

Dans le rejet, et du capitalisme et de l'Ancien Régime, les premières organisations ouvrières clandestines revendiquaient le travail pour l'intérêt général, contre les intérêts de la bourgeoisie comme de ceux de la noblesse et du clergé.

Mais à la charnière du 20ème siècle, la gauche parlementaire, prendra peu à peu le contrôle du mouvement ouvrier par dirigeants syndicaux interposés et corrompus. Les revendications ouvrières seront canalisées dans le consentement au capitalisme, dans le consentement au colonialisme et au néo-colonialisme, ce sera le réformisme. Le mouvement ouvrier deviendra un fond de commerce électoraliste, objet entre la droite et la gauche de disputes superficielles et démagogiques. Quant à l'extrême droite, historiquement, elle reste la garante des privilèges de la grande bourgeoisie lorsque les partis traditionnels de gauche comme de droite ont perdu la confiance du peuple.

4 août 1789 : l'abolition des privilèges renforce les privilèges du grand patronat

Nuit du 4 août, avec l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé, la bourgeoisie reste la seule et unique grande prédatrice du pays. Sous l'ancien régime, les gens étaient exploités par les seigneurs, les gens d'église et les patrons. Après cette date, l'immense majorité travaillera directement ou indirectement par taxes interposées, pour les seigneurs du capital, capitaines d'industries et autres banquiers et financiers.

Par l'usure (taux d'intérêts illégitimes imposés par les banquiers), l'arme de la dette fait trembler les structures de l'Ancien Régime. Confronté à une dette publique s'élevant à 80 % du PIB, le roi réunit les états généraux.

Novembre 1789, les députés de gauche votent la confiscation des biens du clergé et de la noblesse exilée. Ces immenses domaines et propriétés, dénommés biens nationaux seront vendus. Vendus pour rembourser une dette artificiellement créée par la bourgeoisie, et vendus à qui ? A la bourgeoisie elle même ! Cette dernière les rachètera pour une bouchée de pain !!!

Il sera interdit aux petits paysans de se regrouper pour acheter des biens nationaux.

En résumé, la bourgeoisie, après avoir supprimé à la noblesse et au clergé, le privilège de tirer profit du peuple

travailleur, s'empare, deux mois plus tard, de leurs biens. Ainsi, les « révolutionnaires » provoquent un gigantesque transfert de propriété au bénéfice de la bourgeoisie, un transfert dont l'historien Georges Lecarpentier affirmait qu'il était « l'événement le plus important de la Révolution ».

Les paysans continuant inexorablement d'être dépossédés par la dette bancaire, iront grossir les rangs du prolétariat dans d'anciens monastères ou d'anciennes églises, transformées en usines, passant de 1500 heures de travail annuel sous l'Ancien Régime, à 3500 heures.

Dans les manuels d'histoire, la vente des biens nationaux est présentée comme un acte fondateur d'intérêt général.

Il eût été logique que les paysans, les ouvriers et les artisans, qui avaient au cours des siècles mis en valeur ces domaines puissent continuer à y travailler sous forme de coopérative et pour le bien commun. Ce scénario, on le retrouvera à l'identique, en 1848, lors de la deuxième abolition de l'esclavage par la France. Du jour au lendemain, les Noirs deviennent libres, mais libres de quoi ? De continuer à travailler sur les plantations dans l'intérêt général ? Non ! les planteurs resteront propriétaires des richesses accumulées grâce aux esclaves, les Noirs soi-disant affranchis auront pour seule liberté de continuer à travailler pour le profit de leurs anciens bourreaux !

Jean-Marie Le Pen, le bon élève de l'école de Jules Ferry

De l'école primaire à la fac de droit de Paris où il devient avocat, Jean-Marie Le Pen est victime comme tous les jeunes de l'époque, d'une éducation au racisme qui, contrairement à d'autres, le conditionnera pour la vie.

L'enfance du petit Le Pen est dominée par un enseignement de l'histoire vantant la suprématie de la race blanche sur les races inférieures. Institutionnalisée, cette éducation au racisme a officiellement sévi de 1881 jusqu'au milieu du 20ème siècle. Dans les manuels d'histoire des années trente écrit par Paul Bert (ancien ministre de l'instruction publique, grande figure de gauche et piliers de la Ligue de l'enseignement) Jean-Marie Le Pen pouvait y lire :

« Les Nègres ont la peau noire, les cheveux frisés comme de la laine, les mâchoires en avant, le nez épaté ; ils sont bien moins intelligents que les Chinois, et surtout que les Blancs (...). Il faut bien voir que les Blancs étant plus intelligents, plus travailleurs, plus courageux que les autres, ont envahi le monde entier et menacent de détruire ou de subjuguier toutes les races inférieures. Et il y a de ces hommes qui sont vraiment inférieurs. Ainsi l'Australie est peuplée par des hommes de petite taille, à peau noirâtre, à cheveux noirs et droits, à tête très petite, qui vivent en petits groupes, n'ont ni culture ni animaux domestiques (sauf une espèce de chien), et sont fort peu intelligents. »

C'est l'époque de la construction du chemin de fer Congo-Océan. Razziés par l'armée française, 18 000 Africains travaillant sous le fouet, y trouvèrent la mort en quelques années, pour le plus grand profit des Batignolles, une entreprise de Nantes.

La jeunesse étudiante du fondateur du Front National, se passe à la fac de droit de Paris où d'éminents professeurs tels Hubert Deschamps, Paul Dufrenoy, enseignaient encore les mérites et les avantages de l'esclavagisme. C'est aussi l'époque de Pierre-Olivier Lapie (ministre de l'éducation nationale en 1951 et ancien gouverneur du Tchad) qui, constatant combien sont grandes l'indolence et l'insensibilité des « Noirs », écrit :

« la conception égalitariste française de la Révolution, c'est-à-dire l'identité de tout représentant de l'espèce humaine, doit être révisée. Notre sentiment doit être de reconnaître chez les indigènes, les traits généraux de l'humanité. (...) Mais ceci posé et proclamé, il existe différentes catégories d'hommes. » Cela n'empêchera pas Pierre-Olivier Lapie d'être élu, en 1969, à l'académie des sciences morales et politiques.

Le racisme d'Etat, de Jules Ferry au maréchal Pétain

On condamne Le Pen pour racisme anti-juifs mais on garde le silence sur la restauration de l'esclavage par la troisième république qui a institué cette monstruosité juridique qu'est le Code de l'Indigénat, un corpus de lois anti arabes et anti noirs. Un Code de l'Indigénat qui servit de copier-coller à la rédaction des lois anti-juives décrétées

par le maréchal Pétain.

Quelle est cette gauche qui, au nom de valeurs universelles, manifestait dans la France de 1933 contre l'antisémitisme de l'Allemagne nazie, sans pour autant exiger l'abolition des lois raciales qui sévissaient en France depuis 52 ans ?

Même en 1936, sous le Front populaire, ne voulant pas perdre la confiance des milieux d'affaires, Léon Blum, chef du gouvernement, refusera d'abolir le Code de l'Indigénat, refusera d'en finir avec l'esclavage. Il faudra attendre 1946, pour que, le 11 mars, Félix Houphouët-Boigny déclare à la tribune de l'Assemblée Nationale : « Je vous demande d'abolir cet esclavage déguisé qu'est le travail forcé. » Pour la troisième fois, l'esclavage était aboli par la France. Comme Napoléon, Jules Ferry l'avait restauré pour garder le soutien des banques et du grand patronat.

1946,1956 : des gouvernements de gauche contre l'indépendance des colonisés

En 1946, Léon Blum, chef du gouvernement, cautionnera le bombardement d'Haiphong pour préserver, entre autre, les intérêts de la famille Michelin grande propriétaire de plantations d'hévéas dans une Indochine en lutte contre le colonialisme.

En 1956, pour défendre les gros colons d'Algérie et les industriels, le chef du gouvernement, le socialiste Guy Mollet soutenu par le PCF, fait voter par les parlementaires les pouvoirs spéciaux à l'armée. Enlèvements, tortures, disparitions, massacres de masse, deviennent le lot quotidien du peuple algérien. Mitterrand, autre figure tutélaire de la gauche et ministre de la justice, refusera de gracier 32 anticolonialistes algériens, ils seront condamnés à mort. Et c'est sous ce gouvernement de gauche que l'on retrouve le sous-lieutenant Jean-Marie Le Pen torturant des Algériens.

Malgré l'abolition de 1946, les lois raciales renforceront un état de siège permanent jusqu'en 1962.

Ces méthodes employées par l'armée pendant la guerre d'Algérie, sous la responsabilité directe de la gauche au pouvoir, seront ensuite enseignées en Amérique du Sud, par des officiers français envoyés en mission. Ces méthodes criminelles seront utilisées par des dictatures, en Argentine comme au Chili, dans la répression contre les populations. Ces officiers français formeront aussi l'armée d'occupation américaine au Vietnam.

1996, *Young Leaders* programme François Hollande

Depuis quelques dizaines d'années, la gauche et la droite communient au sein des [Young Leaders](#). Le 18 mai 1976, à l'ambassade de France aux Etats-Unis, le président Valéry Giscard d'Estaing, le président Gerald Ford, sous le haut patronage du secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, annoncent la création d'une fondation franco-étasunienne, la French-American Foundation (FAF) qui lancera le programme Young Leaders. Trois ans plus tôt, le même Henry Kissinger, futur prix Nobel de la paix, participait à l'organisation du coup d'état du 11 septembre 1973 au Chili. Augusto Pinochet étant missionné pour appliquer le programme de l'économiste Milton Friedman, futur prix Nobel d'économie.

Le programme Young Leaders rassemble aujourd'hui 400 dirigeants français issus du monde de l'entreprise, de la haute fonction publique, de l'armée, des médias et de la recherche. Chaque année, Young Leaders sélectionne des jeunes espoirs, dix Français et dix Américains, âgés de 30 à 40 ans, appelés à jouer un rôle important dans leur pays...

En 2012, François Hollande, recruté en 1996, est le premier " Young Leader " français à accéder à la fonction de chef d'Etat. Dans son premier gouvernement, quatre ministres Young leaders, Pierre Moscovici, Arnaud Montebourg, Marisol Touraine, Najat Vallaud-Belkacem, sans oublier Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint de l'Elysée et...Aquilino Morelle, la plume du président, auteur du discours du Bourget, « mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance »....

François Hollande, c'est le changement dans la continuité du programme de la French American Foundation déjà mis en oeuvre sous Sarkozy, entouré lui aussi à l'époque de ministres Young leaders, Alain Juppé, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet, Laurent Wauquiez, [Jeannette Bougrab](#)...(2) (3) (4)

Quelques adeptes de Friedman : Pinochet, Thatcher, Le Pen, Sarkozy, Hollande

Santiago du Chili, avec le général Pinochet, le coup d'état du 11 septembre 1973 marque le coup d'envoi de la mondialisation de l'extrême-capitalisme. Un avertissement à tous les responsables qu'ils soient de gauche comme de droite, encore tentés par l'humanisme. Le programme Young leaders, c'est la mise en pratique les idées de Milton Friedman, grand économiste libertarien, conseiller de Pinochet, de Reagan et de Thatcher :

- baisse des déficits par le démantèlement des services publics,
- réduction des dépenses sociales,
- privatisation,
- déréglementation du droit du travail.

Aux dépens du bien commun et pour le plus grand profit de l'internationale multimillionnaire.

Selon les pays, selon les rapports de force, il est préconisé la violence pure comme au Chili (enlèvement des opposants, torture, disparition), ou bien alors, comme en Europe, la séduction, la corruption des leaders syndicaux et politiques, des journalistes, des experts : financement de locaux, de permanents, de campagnes électorales, subventions diverses, plan de carrière, pensions de retraites en or....

Assassinés ou comblés de privilèges, les responsables syndicaux et politiques muets comme des tombes, se taisent à tout jamais ou bien alors, séduits par des avantages certains, collaborent aux intérêts d'une poignée de très grands actionnaires. Mise en état de choc, la population affaiblie, déboussolée, privée de moyens de réaction subit passivement, chacun cherchant à se débrouiller comme il le peut. C'est la guerre de tous contre tous, la victoire de l'individualisme voulue et organisée de main de maître par ceux qui, pour se distinguer de cette masse indistincte et vulgaire, l'ont domestiquée à leur profit, en imposant d'autant plus durement le travail salarié avec le chômage pour corollaire.

La dette, génie génétique du patronat

Le FN, le PS et l'UMP, en faisant campagne pour le paiement de la dette, collaborent avec ceux qui actionnent le mécanisme de l'enrichissement par l'appauvrissement. Depuis environ mille ans, par l'endettement, banquiers, marchands et industriels, pillent sans vergogne le bien commun. Pas plus que les taxes féodales, la dette ne rembourse rien, la dette comme tout prélèvement arbitraire ne sert qu'à forcer les gens à travailler au profit des créanciers.

La dette, c'est la conséquence directe de l'invention de taux d'intérêts bancaires sur la monnaie (en réalité, des taxes illégitimes). Des taux d'intérêts qui dépassent de très loin la dépense de travail des banquiers. Avec cette dette bancaire qui gonfle les prix à la consommation à hauteur de 40% en moyenne, tout achat quel qu'il soit (un morceau de pain ou un hôtel particulier) contribue directement ou indirectement, à l'enrichissement d'une minorité de privilégiés.

En 1789, l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé, puis, la vente de leurs propriétés (les biens nationaux), inaugure le règne de la bourgeoisie absolue. Ses deux principaux adversaires éliminés la nuit du 4 août, le grand patronat devient de fait, le seul et unique grand prédateur du pays.

Sans intérêts monétaires mais avec une monnaie alignée sur des quantités de production de biens matériels, plus d'endettement, plus de petits producteurs endettés, plus de chômeurs forcés de travailler comme salariés, plus de profit, mais des producteurs librement associés, des travailleurs enfin émancipés du salariat, pour l'intérêt général dans le respect de l'humanité et de l'environnement.

L'abolition des intérêts bancaires (générateurs d'endettement privé et public) est la condition première de la construction d'une société qui se veut démocratique, une société telle que le propose Libérons La Monnaie à l'adresse ci-dessous :

<http://liberonslamonnaie.blogspot.fr/2010/11/loi-pour-le-contrôle-publ...>

Alain Vidal

Nantes, 23-04-14

»» <http://liberonslamonnaie.blogspot.fr/2014/04/fn-ps-ump-contre-linteret...>

1-Paul Lafargue, La légende de Victor Hugo

<http://www.marxists.org/francais/lafargue/works/1885/06/hugo.htm>

2-Liste complète des Young leaders français depuis 1981

<http://www.crashdebug.fr/index.php/dossiers/4744-liste-des-young-leade...>

3-Site officiel de la French-American Foundation

<http://french-american.org/>

4-Video de la French-American Foundation

http://www.dailymotion.com/video/x67vpm_qu-est-ce-que-la-french-american-fo_news